

Communiqué de presse

Référence : 2015-20

Date : Le 27 novembre 2015

Cote : 1070-02

L'éducation encore une cible dans la mire du gouvernement : Mise à jour de la révision stratégique des programmes

(Service des communications) – À la suite de la publication du rapport découlant de la révision stratégique des programmes, l'Association des enseignantes et des enseignants francophones du N.-B. est profondément inquiète et déçue par les intentions du gouvernement Gallant en matière d'éducation. L'incertitude que ce dernier laisse planer en ce qui concerne la vitalité et l'excellence de notre système scolaire est également fort alarmante.

Selon Marc Arseneau, président de l'AEFNB, « il est décevant de constater que le gouvernement tient toujours un message contradictoire quant à l'importance qu'il accorde à l'éducation. D'une part, il soutient qu'il s'agit d'une priorité et d'autre part, il envisage de procéder à des compressions budgétaires qui menacent à la fois le système d'éducation dans son ensemble (rendements scolaires, inclusion, différenciation, francisation, reproduction linguistique et culturelle, etc.) et le bien-être professionnel de nos membres (surcharge de travail, stress, accompagnement insuffisant).

Ce gouvernement ne semble pas comprendre le rôle du personnel enseignant et les bienfaits des investissements en éducation à court, moyen et long terme pour la santé économique de la province. L'éducation est un puissant outil démocratique contribuant à la justice sociale et à l'épanouissement collectif d'une communauté et un vecteur essentiel de socialisation des générations montantes. Le système souffre déjà d'un sous-financement et les besoins des élèves sont grandissants; or, les attentes sociales et politiques formulées à l'égard du personnel enseignant ne cessent d'augmenter. Comment le gouvernement Gallant peut-il aspirer à un meilleur système d'éducation alors qu'il songe à sabrer les ressources les plus précieuses en salle de classe : les professionnelles et professionnels de l'éducation »?

L'AEFNB rappelle que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a coupé quelque 640 postes en enseignement depuis 2010. Réduire le nombre d'enseignantes et d'enseignants, c'est réduire les ressources essentielles qui répondent aux besoins réels et actuels des enfants de la province. Ces compressions se traduisent par des conséquences importantes sur les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail du personnel enseignant. « Nos professionnelles et professionnels de l'éducation se sentent délaissés et incompris par ce gouvernement qui ne semble pas mesurer l'impact des compressions qu'il envisage », conclut M. Marc Arseneau.

Malgré les préoccupations exprimées, l'AEFNB salue le gouvernement du N.-B. de tenir compte de certaines recommandations qu'elle a proposées dans son mémoire présenté dans le cadre de la révision stratégique des programmes, notamment pour ce qui est de l'augmentation de la TVH et de l'impôt sur le revenu des sociétés. L'AEFNB estime qu'il est impératif de générer des revenus additionnels afin d'assurer la prestation de services de qualité aux Néo-Brunswickoises et aux Néo-Brunswickois.

L'AEFNB a pour mission de favoriser l'avancement de l'éducation en français, de représenter les intérêts de la profession enseignante et de valoriser la langue et la culture françaises. Elle représente quelque 3 000 enseignantes et enseignants œuvrant dans les écoles publiques de la maternelle à la douzième année ainsi que les enseignantes et enseignants suppléants.

– 30 –

Relations avec les médias

Sylvain Lavoie, Directeur des communications

sylvain.lavoie@aefnb.ca, 506-452-1743, cell. 506-478-8891